

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CREUZET AERONAUTIQUE SA

Beyssac
94 rue Robert Creuzet
47200 Marmande

Références : SEI-HP/SM/UbD24-47/2026/048
Code AIOT : 0005202199

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement CREUZET AERONAUTIQUE SA implanté 94, rue Robert Creuzet beyssac 47200 Marmande. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection rentre dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le contrôle des conditions de stockage et de maîtrise des risques des produits chimiques utilisés au sein des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CREUZET AERONAUTIQUE SA
- 94, rue Robert Creuzet beyssac 47200 Marmande

- Code AIOT : 0005202199
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

CREUZET AERONAUTIQUE, société rachetée en 2011 par le groupe français LSI Aerospace, exploite sur le site de « Beyssac » à Marmande une usine de fabrication de pièces technologiques aéronautiques de structures et de moteurs.

Les opérations réalisées sont notamment des opérations d'extrusion, de matriçage, de formage, d'usinage chimique et conventionnel, de traitement de surface. L'établissement est autorisé pour les rubriques 3260 (IED traitement de surface), 2565-2a et 4110-2a et enregistré pour la rubrique 2560B1 (travail mécanique des métaux), sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008-141-8 du 20 mai 2008, complété par l'arrêté 47-2017-06-23-005 du 23 juin 2017.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|--|--|-----------------------|
| 2 | Mesures de maîtrise des Risques | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, | Sans objet |
| 3 | Capacités de rétention des produits chimiques | AP Complémentaire du 23/06/2017, article 25-I | Sans objet |
| 4 | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | AP Complémentaire du 23/06/2017, article 36.2.1 | Sans objet |
| 5 | Etat des stocks de produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société a mis en place une organisation permettant de suivre les mises à jour des FDS et de les rendre accessibles aux opérateurs au sein de son établissement. Un état exhaustif des produits présents sur le site est assuré. Sur les quatre fiches de données de sécurité vérifiées, le contrôle in situ n'a pas donné lieu à des constats de non-conformité. Les produits sont principalement stockés dans des conteneurs dédiés par catégorie pour éviter tout risque d'incompatibilité et dont la capacité de rétention est suffisante aux produits présents le jour de l'inspection. Un produit vérifié présente une température de stockage préconisée dans sa FDS comprise entre 0 et 40 degrés Celsius. Une question a été posée à l'exploitant pour savoir comment il assure le respect de la température maximale lors des épisodes de fortes chaleurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS |
| Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. |
| Constats : Tous les postes informatiques du site ont accès via un raccourci réseau au répertoire où sont regroupées toutes les FdS. Un suivi de la validité des FDS est assuré par l'équipe HSE avec un tableau excel qui les répertorie et veille à leur mise à jour, l'établissement a retenu le principe de renouvellement des FDS tous les 3 ans. En cas d'achat d'un nouveau produit chimique, un fiche d'acceptation est renseignée par HSE avant toute entrée sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles |
| Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures |

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

4 FDS particulièrement vérifiées :

- acide phosphorique 75 %
- bisulfite de soude 38 % 40 %
- solvant nettoyage B20 (à base d'acétone)
- Ardrex 396

Les conditions de stockage, les mesures de lutte contre l'incendie, les cas d'incompatibilité, les mesures à prendre en cas de déversement ont été vérifiées sur place.

Organisation : stockage des produits dans des conteneurs pourvus de rétention en partie basse, situés à l'extérieur des ateliers : conteneur liquides inflammables, conteneur des bases, conteneur des acides, conteneur déchets.

Vu les Kits de produits pour traiter tout déversement incidentel de produit près des conteneurs et au sein des ateliers (produits absorbants...).

Vu dans les conteneurs les 4 produits entreposés.

Vu le conteneur liquides inflammables ventilé et les conteneurs Acides et Bases équipés d'un système de chauffage.

Vu le conteneur qui regroupe les produits usagés (déchets) : compartimentage des rétentions constatée, pas de produit constaté dans le mauvais compartiment. L'affectation du produit dans le bon compartiment est assuré par l'équipe HSE.

Les extincteurs placés à proximité des conteneurs sont adaptés aux préconisations des FDS.

Noté : la FDS du produit Ardrex préconise une température de stockage comprise entre 0 et 40°C.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant regardera si les températures de stockage des produits chimiques entreposés en atelier et surtout dans les conteneurs respectent les plages de températures fixées par les FDS, notamment lors des épisodes de forte chaleur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2017, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

11.2 Rétentions

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé

à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 %, dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les rétentions de chaque conteneur font entre 10 et 12 m³. Le jour de l'inspection, les produits présents étaient tous de capacité unitaire inférieure à 250 l. Dans le conteneur regroupant les liquides inflammables, la quantité stockée était très inférieure à 20 m³. Dans les autres conteneurs, la quantité stockée était très inférieure à 50 m³.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2017, article 36.2.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Connaissance par l'exploitant de tableau des incompatibilités des produits. Les produits stockés contrôlés étaient tous dans les bons conteneurs. Le contrôle mené dans les ateliers n'a relevé aucune non conformité, seul un récipient étiqueté liquide inflammable (50 cl) s'est trouvé sur une rétention dédiée aux produits basiques (retrait immédiat).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un état des stocks actualisé a été présenté et adressé à l'inspection. Il recense les produits</p> |

présents sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite